

MARTIN WREDE

# La guerre de Trente Ans

Le premier conflit européen

**ARMAND COLIN**

Illustration de couverture : Matthäus Merian,  
La ville de Bautzen assiégée, v. 1620  
Mise en pages : Nord Compo

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin, 2021

Armand Colin est une marque de  
Dunod Editeur 11 rue Paul Bert 92240 Malakoff

ISBN : 978-2-200-62136-0

# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>7</b>
<b>1 Les causes du conflit</b>	<b>17</b>
1. La crise structurelle du Saint-Empire	17
2. Des crises internationales	22
<b>2 Vers la Montagne Blanche</b>	
<b>La révolte des états de Bohême, 1618-1621</b>	<b>27</b>
1. Les antécédents	27
2. La révolte	30
3. La confédération, le roi et la guerre	34
4. La fin	39
5. Le rétablissement du régime des Habsbourg en Bohême et la question palatine dans l'Empire	41
<b>3 Vers le Jutland</b>	
<b>La guerre danoise et la monarchisation de l'Empire,     1621-1629</b>	<b>55</b>
1. D'une guerre à une autre	55
2. L'entreprise allemande de Christian IV – les préparatifs des deux côtés	59
3. La défaite danoise et l'essor de Wallenstein	64
4. L'édit de Restitution et la monarchisation du Saint-Empire	69
5. Autour du feu : d'autres foyers – les conflits avoisinants et leurs répercussions	75

<b>4 Vers le cœur de l'Allemagne</b>	
<b>La guerre suédoise et la fin des certitudes (1630-1634)</b>	<b>91</b>
1. L'intervention de la Suède : motifs et moyens	91
2. En route pour Breitenfeld : les débuts de la campagne suédoise et le ralliement des protestants allemands	96
3. En route pour Lützen : la suite de la campagne suédoise et la mort du roi	104
4. En route pour Nördlingen : dévastations, négociations, meurtre politique et fin de la domination suédoise	109
<b>5 Prague 1635</b>	
<b>La paix avortée, la guerre revigorée</b>	<b>125</b>
1. La paix de Prague et l'échec de l'issue allemande	125
2. Richelieu s'en va-t-en-guerre : l'entrée en lice de la France	129
<b>6 Le labyrinthe</b>	
<b>Une guerre, qui n'en finit pas (1635-1643/45)</b>	<b>135</b>
1. Les débuts de la guerre franco-espagnole et l'alliance franco-néerlandaise	136
2. La poursuite de la guerre suédoise	141
3. Le tournant	143
4. La décision	148
<b>7 Les traités de Westphalie (1643-1648)</b>	
<b>Conceptions et négociations, décisions et conséquences</b>	<b>155</b>
1. Les préparatifs d'un congrès : négocier le cadre des négociations	155
2. Le congrès commence à « marcher » : cadre, protagonistes et nature des négociations	159

3. Objectifs allemands, enjeux européens	162
4. Les issues : compromis et questions ouvertes	165
4.1 Le traité d'Osnabrück	166
4.2 Le traité de Münster	170
4.3 Le traité hispano-néerlandais	172
5. Liquider une guerre : l'après-1648	174
6. La paix de Westphalie et sa place dans l'histoire	176
<b>8 Combattre et souffrir</b>	
<b>La nature de la guerre</b>	<b>181</b>
1. Soldats et civils	181
2. Armes et combats	188
3. Nourrir et équiper	194
4. Chiffres et constats	195
<b>9 <i>Nervus rerum, nervus belli</i></b>	
<b>Financer trente années de guerre</b>	<b>199</b>
1. Les caisses des princes	199
2. Empereur et entrepreneur – le financement par entremise	201
3. États des finances : l'Espagne, la France, la Suède et les Pays-Bas	204
<b>10 Mobiliser, blâmer, légitimer</b>	
<b>La guerre des imprimés</b>	<b>211</b>
1. Contours du public, formes des imprimés	211
2. Avilir et glorifier	214
3. Assister aux négociations, célébrer la paix	218
<b>Conclusion : les héritages d'un âge de fer</b>	<b>221</b>
<b>Remerciements</b>	<b>229</b>

Lexique	230
Chronologie :	
La guerre de Trente Ans en contexte, 1598-1659	250
Bibliographie sélective	254
Liste des illustrations	260
Cartes	262
Index	268

# ■ Introduction

## 1. Le début du XVII<sup>e</sup> siècle : de la paix à la guerre – par la paix à la guerre ?

La guerre de Trente Ans fut le résultat d'une accumulation de crises – qui se liaient et se renforçaient entre elles – un peu partout en Europe : crise constitutionnelle dans le Saint-Empire, liée à la montée en puissance de la confession calviniste et à un affaiblissement des luthériens d'une part, et à la montée en puissance d'un catholicisme revigoré de l'autre, crise, voire guerre entre l'Espagne et les Pays-Bas<sup>\*1</sup>, tensions en Italie et rivalités dans la Baltique. Trouver les causes de la guerre de Trente Ans n'est pas une tâche bien difficile, et a posteriori l'éclatement du conflit paraît quasiment inévitable. Mais cela nécessite quelques nuances.

Les auspices du XVII<sup>e</sup> siècle n'étaient pourtant pas si mauvais. Du moins, ne furent-ils pas particulièrement belliqueux, loin de là. En 1598 déjà, le conflit franco-espagnol avait trouvé son terme par le traité de Vervins. L'Espagne et l'Angleterre arrivaient à négocier la paix à Londres en 1604, mettant un terme à la guerre, marquée en ses débuts par la défaite de l'« invincible Armada » en 1588. Le tableau de cette « Somerset House Conference » et de ses participants devint le premier de toute une série de représentations de ce genre, préfigurant celle de la paix de Münster hispano-néerlandaise (1648) et allant jusqu'au congrès de Vienne (1815). L'Espagne semblait même s'acheminer doucement vers un rapprochement avec les Pays-Bas, les anciens rebelles : en 1609 on conclut non la paix, mais une trêve de

1. Les termes suivis d'un \* sont explicités dans le Lexique.

douze ans, qui fut conçue des deux côtés comme une première étape vers un traité définitif. Madrid avait alors formellement reconnu la République (voir Pays-Bas, les Provinces-Unies, la République *in Lexique*) protestante comme un État souverain.

Tous ces compromis politiques étaient devenus possibles grâce au nouveau pragmatisme en vigueur à Madrid : le gouvernement de Philippe III, monté sur le trône en 1598, l'année de Vervins, avait compris qu'il fallait concentrer les ressources de la monarchie sur les conflits essentiels. Et le ministre Lerma, favori du nouveau roi, ne vit pas ces « essentiels » au nord des Pyrénées, mais dans la Méditerranée. En Italie, la domination espagnole paraissait incontestée, mais le bassin occidental de la Méditerranée continuait à être menacé par les Ottomans et notamment par les corsaires barbaresques, considérés à la fois comme un danger et un défi – il était difficile d'oublier dans les royaumes ibériques la catastrophe de l'expédition marocaine du roi Sébastien I<sup>er</sup> de Portugal, qui avait coûté la vie au roi et à une large part de la noblesse portugaise.

La crise de la succession aux duchés de Clèves et Juliers, sur le Bas-Rhin, en 1609/10, aurait éventuellement été de nature à troubler ce tableau. Henri IV, poussé par des motifs non seulement politiques, mais, semble-t-il, aussi sentimentaux – la quête de son dernier amour –, fut sur le point de déclencher une guerre générale franco-espagnole. Mais le couteau de Ravillac, fanatique catholique, l'atteint assez tôt pour éviter l'affrontement. Les théories sur une éventuelle commande espagnole de l'attentat ne se sont pas révélées concluantes. Néanmoins, l'épisode montre – et peu importe l'investissement personnel du « Vert galant » –, combien la paix à l'époque était fragile.

Au centre de l'Europe, le Saint-Empire connaissait la paix interne depuis 1555, même si le règne de Rodolphe II amena une recrudescence de tensions politico-religieuses. Le régime et le personnage erratique de l'empereur y étaient pour quelque chose. Pourtant, le même Rodolphe II avait pu enregistrer en 1606 un succès remarquable avec la paix de Zsitvatorok, négociée avec les Ottomans pour mettre fin à la « Longue Guerre », qui avait opposé treize années durant les deux



empires depuis 1593 : non seulement les armées impériales avaient résisté à la pression ottomane, mais le Sultan avait accepté de traiter l'empereur comme son égal. Une première étape, transformant des « ennemis héréditaires » en adversaires politiques était franchie.

Seule l'Europe du Nord – ce qui, dans la terminologie de l'époque comprend l'Est – semblait livrée à des conflits d'envergure inextricables. La Pologne et la Russie rivalisaient violemment : l'année 1605 vit l'entrée de troupes polonaises dans Moscou. La Suède sut aussi tirer un avantage de la faiblesse de son voisin russe pour occuper et annexer l'Ingrie (dès 1610), ce qui enlevait à Moscou son accès à la Baltique. Le Danemark, dans le même temps, entama un conflit avec la Suède pour affirmer sa prépondérance traditionnelle dans cette région. La guerre de Kalmar (1610-13) apporta quelques avantages et rassura le roi Christian IV. Au moins ce conflit, finalement, n'était-il qu'un simple épisode. Mais l'ensemble de ces conflits nordiques était lointain. Ils ne pesaient pas encore sur le sort d'un continent qui, en ce début du XVII<sup>e</sup> siècle, semblait donc jouir d'une stabilité relativement pacifique, garantie par l'Espagne et son retrait de conflits que Madrid ne jugeait plus vitaux : une *pax hispanica* qui reposait autant sur la puissance espagnole que sur son affaiblissement relatif.

Pourtant, la guerre de Trente Ans eut bien lieu. Et sa chronologie est bien connue : le 23 mai 1618 les états de Bohême, majoritairement protestants, se rebellèrent contre l'autorité de leur empereur et roi, précipitèrent par la fenêtre du château de Prague ses gouverneurs et, par la suite, se cherchèrent un nouveau roi qu'ils trouvèrent en la personne de l'électeur palatin, le très calviniste Frédéric V. Enfin, l'appareil militaire de la Ligue catholique se mit en marche, alliance formée sous la houlette du duc Maximilien de Bavière, considérablement appuyé par des troupes espagnoles. Le 3 novembre 1620, lors de la bataille de la Montagne Blanche, devant Prague, les rebelles furent matés et leur « roi d'hiver » prit la fuite.

Loin de terminer le conflit, la guerre de Bohême n'en fut que le prélude. Pendant trois décennies d'autres puissances allaient épouser la cause de l'électeur-roi déchu et du protestantisme allemand que l'on considérait menacé par l'autorité impériale et la puissance des

Habsbourg : le Danemark, la Suède, finalement la France. Et l'empereur, la Ligue catholique et l'Espagne allaient arriver à un déploiement de forces et de ressources qui, en 1618, n'était ni prévisible ni même imaginable. Il fallut attendre l'automne de l'année 1648, pour que la paix de Westphalie (*Instrumenta Pacis Westphalicae*\*) mette fin à un affrontement qui avait dévasté l'Allemagne, coûté la vie à des centaines de milliers d'hommes et changé la face de l'Europe. On peut dire, comme le grand poète et historien allemand Friedrich Schiller, que ce fut la guerre de Trente Ans qui fit l'Europe.

Mais même cet enchaînement ne fut pas inévitable. Dès le début, bon nombre de tentatives avaient cherché à éteindre le feu ou, en ce qui concerne la révolte de Bohême, à empêcher son expansion. Ce fut en vain, en raison de l'intransigeance ou de la courte vue des responsables en place, du fait de la complexité croissante du conflit et des intérêts contradictoires de belligérants de plus en plus nombreux. Constat qui souligne l'exploit des négociateurs réunis à Münster et à Osnabrück entre 1643 et 1648, mais qui indique aussi combien la paix demandait un épuisement général, prémisses nécessaires, paraît-il, à la volonté d'un compromis.

Et vice versa : le tableau des débuts relativement pacifiques du XVII<sup>e</sup> siècle pose la question de savoir si l'éclatement de la guerre ne fut pas facilité par le fait que les puissances en lice étaient en mesure de concentrer leurs énergies et leurs ressources sur le nouveau conflit qui, peut-être, ne fut pas inévitable, mais non plus imaginable ni même imprévisible. L'Espagne aurait difficilement pu soutenir l'empereur en Bohême si elle ne s'était désengagée des Pays-Bas. Les hommes, des hommes, voulurent la guerre : elle leur paraissait avantageuse et gagnable, peut-être nécessaire. Cela vaut pour l'électeur-roi Frédéric V, mais tout autant pour son adversaire victorieux, l'empereur Ferdinand II ou pour les rois du Danemark, de Suède et pour les ministres principaux de France et d'Espagne, tous guidés par des impératifs qui, dans la plupart des cas, furent beaucoup moins religieux que politiques. La guerre de Trente Ans ne peut être considérée comme une (ultime) guerre de Religion de la chrétienté latine après le choc de la Réforme.

## 2. Le fait religieux dans le déclenchement de la guerre de Trente Ans

La guerre de Trente Ans ne fut pas une guerre de Religion, mais elle est impensable sans le fait religieux. Cela se manifeste sur deux plans : d'abord celui des tensions concrètes entre les communautés confessionnelles et leurs représentants respectifs, ensuite – et c'est loin d'être négligeable – sur le plan abstrait de peurs et d'attentes apocalyptiques qui prédisaient la fin du monde, le jugement dernier et craignaient les courroux du ciel à l'égard des péchés du monde : en premier lieu l'existence de l'hérésie, fût-elle protestante ou catholique. Or, cette fin du monde et le châtement divin devaient s'annoncer par une guerre à grande échelle.

Mais cette insécurité apocalyptique accompagnait des moments de crise bien réels entre les confessions. Sur le théâtre allemand par exemple, il faut d'abord évoquer l'irruption du calvinisme qui apportait à plusieurs régions une « seconde Réforme », sur le Bas-Rhin, en Hesse et notamment dans le Palatinat. Le statut du calvinisme sous le régime de la paix de Religion d'Augsbourg (1555), négociée à l'époque entre catholiques et luthériens, n'était pas assuré, la paix ne reconnaissant que la *confession augustana*, la « Confession d'Augsbourg », donc *a priori* les luthériens. Ceux-ci, d'ailleurs se trouvaient désormais satisfaits, sûrs de leur place politique, mais également en perte de vitesse.

À l'opposé se trouvait le camp raffermi du catholicisme tridentin avec à sa tête le duc de Bavière, Maximilien I<sup>er</sup>. Celui-ci avait réuni les territoires bavarois de Wittelsbach et réussi à en faire un État territorial modèle. Il avait également réuni bon nombre de princes catholiques dans la Ligue catholique (1609), qui répondait à une formation similaire du côté protestant : l'Union évangélique (1608). Les deux traduisaient un climat politique de méfiance et de peur qu'elles contribuaient à maintenir.

Côté protestant, cette peur n'était pas complètement infondée : détenteur d'un prétexte et d'un ordre impérial, Maximilien

de Bavière avait occupé en décembre 1607 la ville libre\* impériale de Donauwörth – protestante, bien entendu – après des incidents anticatholiques. Le duc non seulement réunit la ville libre à son État territorial, mais obligea les habitants à se convertir. Les protestants\* sous l'effet de cet événement, formèrent l'Union évangélique comme ligue défensive.

Mais les catholiques non plus ne pouvaient être certains que l'équilibre politique ne pourrait tourner à leur désavantage : sous l'empereur Rodolphe II, les états de Bohême, majoritairement protestants, avaient considérablement consolidé leur position au détriment de leur souverain et de sa confession catholique. Et le catholicisme allemand se voyait menacé ou plutôt provoqué sur un autre plan : l'extension des privilèges religieux des protestants en Bohême datait de 1609. Plus le siècle avançait, plus on s'approchait d'une date cruciale : l'année 1617 devait devenir le premier anniversaire centenaire de la Réforme luthérienne, un « jubilé ». Jusqu'ici ce terme désignait une année festive de l'Église romaine. Sa captation par les protestants posait déjà problème, mais le protestantisme se sentant lui-même fragilisé et menacé, les célébrations du jubilé devaient rassurer et affermir leur communauté. Elles apportaient donc un élément considérable à la controverse théologique des deux confessions – une controverse qui, par l'action des confesseurs et des prédicateurs princiers, affecta aussi le monde curial.

Autour de l'Allemagne, les années qui précédèrent la révolte en Bohême furent plutôt marquées par l'attente de l'expiration de la trêve hispano-néerlandaise de 1609 qu'à sa conversion en une paix pleine et entière. Le conflit n'était pas non plus une guerre de religion, mais il suscitait toujours – des deux côtés – des craintes pour la « vraie foi ». Craintes, d'ailleurs, qui furent largement partagées en Angleterre : la République des Pays-Bas et le royaume des Stuarts avaient tendance à se considérer comme des « terres promises » avec leur « peuple élu ».

Bref, si le fait religieux en soi ne fut pas décisif dans le déclenchement de la guerre de Trente Ans, il ne fut jamais absent des tensions qui occupaient l'Europe et notamment son centre géographique,

le Saint-Empire romain germanique. En ce début du xvii<sup>e</sup> siècle, les faits politiques et religieux étaient toujours indissociables. Le discours politique même ne pouvait se passer de normes religieuses ou, pour être plus exact, de vérités confessionnelles.

### **3. « Les guerres de Trente Ans » : formes et visages multiples d'un affrontement unique**

La guerre de Trente Ans est traditionnellement divisée en plusieurs tranches consécutives : la guerre de Bohême, la guerre danoise, la guerre suédoise et la guerre française (ou franco-espagnole). La première phase porte le nom du théâtre principal du conflit, indiquant qu'il s'agit toujours d'une crise régionale. Les trois phases suivantes évoquent les intervenants successifs, chacun à son tour, qui prennent le relais. La durée inégalée de cette guerre s'explique en premier lieu par le fait que par trois fois au moment même où, soit une victoire soit un compromis semblaient à portée de main, un autre champion entra en lice, apportant de nouvelles ressources : de l'argent, des hommes, des alliances et une énergie belliqueuse fraîche : Christian IV de Danemark, Gustave-Adolphe de Suède et finalement Richelieu et Louis XIII.

Cette scansion du conflit selon ses phases se justifie pleinement. Mais le caractère complexe de la guerre de Trente Ans ne résulte pas seulement des multiples intervenants, consécutifs et parallèles. L'historien allemand Johannes Burckhardt a trouvé récemment une formule heureuse pour ce conflit, non seulement de très longue durée mais aussi multiforme : une guerre de guerres (*Krieg der Kriege*). Il faut entendre par là non seulement ses phases chronologiques mais aussi ses différents enjeux, motifs et formes.

La guerre commença en 1618 comme une révolte d'états, fiers de leur autonomie, et provoquée notamment par une méfiance en matière religieuse vis-à-vis de leur souverain. Cet événement, d'abord

régional, prit une importance nouvelle au moment où le choix de l'électeur palatin comme nouveau roi de Bohême, puis sa défaite entière et complète, affectèrent l'équilibre constitutionnel du Saint-Empire – un équilibre déjà sérieusement ébranlé par des tensions religieuses qui avaient précédé et accompagné le premier « jubilé » de la Réforme en 1617. La révolte de Bohême devint alors un enjeu du corps germanique en son entier : l'empereur déclara la mise au ban de l'Empire de Frédéric V (sans l'accord des états...) ; l'Espagne et la Bavière se saisirent par la suite ses terres héréditaires – protestantes, bien entendu. Et même si les luthériens allemands n'avaient pas tendance à se soucier outre mesure des calvinistes, il était évident que le protestantisme en général dans l'Empire se trouvait sur la défensive, sinon menacé. L'empereur Ferdinand II, élu en 1619, et connu pour son intransigeance en matière religieuse, soumit la Bohême et ses états héréditaires d'Autriche à la contre-réforme, la Bavière et l'Espagne n'allaient pas tarder de faire pareil dans le Palatinat. L'escalade était alors déclenchée.

La révolte de Bohême se mua donc en une guerre allemande. Elle le fit grâce à l'intervention du roi Christian IV de Danemark, précipitant après 1625 le nord du Saint-Empire dans le maelström de la guerre. Guerre allemande, dans la mesure où à présent l'Allemagne en fut le théâtre, mais aussi parce que les enjeux étaient allemands : le roi, état du Saint-Empire en tant que duc de Holstein, entendait protéger et défendre sa vision de l'équilibre constitutionnel entre catholiques et protestants, un équilibre qui lui avait permis notamment de caser ses fils cadets en les faisant élire princes-évêques\* dans des territoires ecclésiastiques tombés dans le giron de la Réforme. Il est évident, pourtant, que cette intervention danoise, soutenue d'ailleurs par de l'argent néerlandais, apportait aussi une nouvelle composante internationale au conflit – en premier lieu, le rôle auxiliaire de troupes espagnoles aux côtés de l'empereur. La victoire facile obtenue par les armées de la Ligue catholique et hispano-impériale renforça le caractère germanique du conflit : l'empereur fut alors le maître de l'Allemagne, se croyant en mesure d'imposer sa vision de l'équilibre constitutionnel avec les états et de l'équilibre confessionnel

avec les protestants. Il allait de soi que cette vision n'était pas forcément très équilibrée...

Néanmoins, cette victoire apparente de Ferdinand II, sa volonté et sa capacité de dicter sa loi aux états et aux protestants finissaient par préparer l'internalisation du conflit. La présence de troupes impériales, catholiques, voire espagnoles sur les rives sud de la Baltique alarma le roi de Suède. Gustave-Adolphe n'était pas seulement fort de ses victoires sur la Pologne et d'une armée aguerrie, mais aussi de subsides français. Il pouvait même compter sur le soutien de princes protestants allemands, ce qui fut moins évident qu'il n'y paraît. Les électeurs\* de Brandebourg et de Saxe se voyaient acculés par la puissance impériale, mais ils craignaient aussi fortement une intervention militaire étrangère. Pourtant, Gustave-Adolphe finit par se gagner, bon gré mal gré et parfois par la force, un nombre appréciable d'alliés allemands.

Son principal allié, pourtant, fut la France de Richelieu et au moment où celle-ci intervint ouvertement dans le conflit pour épauler son partenaire ébranlé par des défaites, un conflit qui avait commencé comme une révolte d'états à l'échelle régionale, provoquée aussi par le fait religieux, puis avait continué comme une guerre civile allemande avec des intervenants et des soutiens étrangers, motivés de nouveau, mais pas seulement, par leur « vraie foi », se développait et prenait alors un tout autre aspect : celui d'une guerre entre États. La Suède, la France et avec eux les Pays-Bas étaient en lice contre la Casa d'Austria, la maison des Habsbourg, ce qui voulait toujours dire en premier lieu l'Espagne, secondée par l'empereur. Les princes allemands, désormais, n'y étaient pas pour grand-chose, la religion non plus.

La guerre franco-espagnole ou encore le vieux conflit hispano-néerlandais ne fit pas partie intégrante de la guerre de Trente Ans : le Brésil, le Brabant ou la Catalogne ne furent pas des théâtres d'opération. Mais les deux conflits se lièrent intimement à celui qui s'alluma en Europe centrale et leur impact sur les événements germaniques fut considérable. Néanmoins, la guerre de Trente Ans devint une guerre européenne, intégrant le Danemark, la Suède, et la France,

intégrant « à moitié » les Pays-Bas, l'Espagne et l'espace italien. Une guerre européenne, bien entendu, qui, pour l'essentiel, eut lieu sur le sol allemand – l'épithète que lui donnèrent les contemporains, *Teutscher Krieg* (« la guerre allemande »), n'était donc pas dépourvue de sens.

Mais lorsque l'on considère cette internationalisation croissante du conflit, le mot de Friedrich Schiller prend tout son sens : la guerre de Trente Ans obligea l'Europe entière, ses princes et ses états, ses élites et ses publics, à se comprendre comme un véritable « ensemble politique », un espace contigu, formé par des « liaisons mutuelles », qui allaient de la Baltique à la Méditerranée et de la Pologne au Portugal. C'est la guerre de Trente Ans qui sur un plan non seulement politique mais politico-culturel forgea l'Europe moderne.



# ■ Chapitre 1

## Les causes du conflit

### 1. La crise structurelle du Saint-Empire

Aux yeux des contemporains, la guerre de Trente Ans se présenta donc *a priori* comme une « guerre allemande ». Ceci valait, bien sûr, notamment au sein du Saint-Empire lui-même. Et même si cette guerre devait transcender l'Allemagne en impliquant finalement à peu près l'Europe entière, on ne peut méconnaître le fait que non seulement l'espace allemand en fut son principal théâtre mais que les défaillances des structures politiques dans le Saint-Empire avaient beaucoup contribué à son éclatement. La durée du conflit aussi ne s'explique pas sans une prise en compte des dysfonctionnements politiques entre l'empereur et son empire.

Au premier abord, pourtant, l'Allemagne avait, par rapport à la France, bien maîtrisé la scission confessionnelle : la guerre de Smalkalde en 1546/47 avait été de courte durée, comme l'avait été la victoire impériale. Et la paix de Religion d'Augsbourg de 1555, sous l'autorité de l'empereur Ferdinand I<sup>er</sup>, avait établi un équilibre politique et juridique en instaurant le principe de la diversité religieuse au niveau impérial par son unité au niveau territorial. La conscience du prince devait déterminer la confession de ses sujets. Ce fut le fameux principe *cuius regio, eius religio*, celui qui règne décide de la religion. On laissait indécis le débat théologique, la question de la vérité. Des questions plus prosaïques restaient également indéfinies, par exemple celle de savoir si le

*ius reformandum*, le droit du prince de « réformer » son territoire (c'est-à-dire d'y introduire la Réforme ou non) valait aussi pour les princes ecclésiastiques qui, bien sûr, n'étaient pas héréditaires, mais élus par les chapitres épiscopaux. Que les magistrats, maires ou échevins, des villes impériales, puissent disposer de ce droit était également mis en doute.

La question trouva une réponse violente, lorsqu'entre 1583 et 1588 le prince-évêque de Cologne, Gerhard Truchsess von Waldburg, échoua dans sa tentative de réformer son territoire. Waldburg s'était converti au luthéranisme et entendait non pas abdiquer, mais convertir aussi sa principauté. Des troupes espagnoles et bavaroises le chassèrent de ses terres, gardant « la Sainte Cologne » dans le giron catholique : le lieu où reposaient les reliques des trois rois mages, qui fut après Mayence non seulement le deuxième archevêché du Saint-Empire, mais aussi le deuxième électorat. Pourtant, jusque-là, bon nombre de terres ecclésiastiques s'étaient converties, surtout dans le nord de l'Allemagne, sous l'impulsion de prince-évêques protestants, des États territoriaux voisins ou encore des noblesses ou bourgeoisies locales. Une des plus importantes était l'archevêché de Magdebourg. Comme ailleurs, le chapitre, passé à la Réforme, y élisait un prince comme seigneur temporel du territoire, un cadet de la maison de Brandebourg. Celui-ci n'était plus consacré évêque – cette fonction n'existant pas dans l'Église luthérienne – et occupait donc une place d'administrateur. Mais en tant que tel, à défaut d'une installation officielle par l'empereur, il n'était plus admis à siéger dans la diète\*.

Or, Magdebourg devait occuper un rôle constitutionnel important à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. La Chambre impériale était avec le Conseil aulique auprès de l'empereur le tribunal suprême dans l'Empire. Contrairement au Conseil aulique dominé et contrôlé quasiment par l'empereur, les états d'Empire\* avaient une place centrale dans le processus de nomination des juges et de contrôle des décisions. À tour de rôle, les états étaient appelés à former des « commissions de visitation » pour la Chambre, destinées à veiller sur les cas indécis ou toujours litigieux. En 1588, le prince-évêque

de Magdebourg aurait dû participer à une telle commission, fonction qui fut refusée alors à l'administrateur. En conséquence, les protestants affaiblis quittèrent la commission, ce qui la mit dans l'impossibilité de siéger et de travailler : finalement, la Chambre, dépourvue de son instance d'appel, fut bloquée. Les états (et les sujets) protestants n'ayant que peu confiance en un Conseil aulique aux ordres de l'empereur et essentiellement catholique, la justice impériale cessait de leur offrir un recours. Et le même risque de blocage planait aussi sur la diète.

Ce cas renvoie à un autre foyer de la crise institutionnelle : la cour de l'empereur elle-même. Rodolphe II, qui occupa le trône entre 1576 et 1612, fut un personnage complexe. Intellectuel mais mystique, grand mécène mais solitaire, il se révélait souvent incapable de prendre des décisions. Contrairement à ses prédécesseurs, il ne fut pas un homme de guerre, et le contrôle de la lutte contre les Ottomans qui marqua son règne entre 1593 et 1606 lui échappa en partie. Il était pourtant résolu dans son soutien à la contre-réforme catholique, même si sa faiblesse politique l'incitait souvent au compromis. Néanmoins, il abandonna alors le rôle de puissance neutre entre protestants et catholiques qu'avaient assumé ses prédécesseurs Ferdinand I<sup>er</sup> et Maximilien II, malgré leur adhésion à l'Église romaine. L'action « phare » dans ce sens fut son soutien à la réduction de la ville libre protestante de Donauwörth par le duc de Bavière et sa conversion forcée au catholicisme. En 1607, le magistrat de la ville s'en était pris aux droits des communautés catholiques sur son territoire. Rodolphe, fort de son rôle de justicier suprême, déclara la cité entière au ban de l'Empire et confia au duc de Bavière la tâche de la réduire à l'obéissance. C'était pourtant une infraction à la constitution impériale : Donauwörth faisant partie du cercle\* de Souabe, le droit d'exécuter des sentences impériales revenait donc au duc de Wurtemberg, protestant, et non au duc de Bavière, catholique. Pourtant, Maximilien de Bavière non seulement restitua les droits des communautés catholiques, mais il réunit la ville à ses terres pour se dédommager de ses frais et obligea les habitants à

la conversion. La cour impériale ne souffla mot. Les protestants n'osèrent pas aller jusqu'à l'affrontement mais formèrent en 1608 l'Union évangélique, destinée à leur auto-défense en dehors des structures politiques impériales. Le camp adversaire, celui des princes autour de Maximilien de Bavière, riposta par la formation de la Ligue catholique. Des deux côtés, la constitution impériale semblait de plus en plus dysfonctionnelle.

Ce genre de formation n'était pas en soi incompatible avec l'ordre constitutionnel du Saint-Empire qui en avait déjà vu d'autres. Mais contrairement, par exemple, à la Ligue de Souabe, destinée à maintenir l'ordre public, les deux formations confessionnelles se concurrençaient et se menaçaient mutuellement. En même temps, les voies classiques de négociation et de réconciliation – la cour, la justice et la diète impériales – étaient bloquées. Un conflit armé devint alors envisageable, et le nombre de ceux qui le croyaient inévitable s'accrut.

Cela concernait notamment les entourages de princes calvinistes, et en particulier celui de l'électeur palatin, la cour de Heidelberg. La question de savoir était toujours ouverte de savoir si, en tant que « parents » de la Réforme luthérienne et de la confession d'Augsbourg, ils étaient véritablement inclus dans la paix de religion, bénéficiant du *ius reformandi*. À cette interrogation, ni catholiques ni luthériens ne faisaient grand-chose pour répondre de manière positive et définitive. Non seulement les théologiens, mais aussi les princes calvinistes avaient donc intérêt à réinterpréter l'ordre de 1555 : se croyant particulièrement menacés par la contre-réforme, ils avaient besoin de reconnaissance juridique, de sécurité politique officielle et donc de changement. Arriver à un tel objectif sur la base de négociations, par voie constitutionnelle, semblait de plus en plus difficile. Et le Palatinat chercha ou, du moins, examina des solutions radicales – la sécularisation des électors ecclésiastiques – et des appuis internationaux, aux Pays-Bas surtout. La crise n'était pas uniquement allemande.



Mathias I<sup>er</sup> en habit de sacre. L'empereur porte la couronne personnelle, faite pour son frère Rodolphe II, le sceptre et la « pomme impériale », qui symbolise le globe terrestre. Le portrait met en exergue le haut respect dont jouissait la fonction impériale.

Quand l'empereur Rodolphe II mourut en 1612, sa succession n'était pas en mesure de contribuer à un regain de stabilité ou de confiance. Son successeur immédiat, Mathias I<sup>er</sup>, fut un monarque faible : d'un âge déjà avancé, dominé par son ministre Melchior Klesl, évêque de Vienne, puis cardinal, fragilisé par le nombre de concessions que Rodolphe et lui-même avaient dû faire aux états de leurs pays héréditaires\* et – encore une faiblesse considérable – sans héritier direct. Sa propre succession devait revenir à l'archiduc Ferdinand de Styrie, connu dans l'Empire pour ses visées clairement contre-réformatrices. Cela ne rassurait guère les états protestants. Et Ferdinand prit ses précautions pour affermir sa position. Dans un traité secret qui porte le nom, en tant qu'auteur principal, de l'ambassadeur espagnol Oñate, Ferdinand s'assura en 1617 du soutien de Madrid. Philippe III renonça à

tous ses droits éventuels sur les successions dans l'Empire et en Hongrie. Ferdinand promit de lui céder les terres autrichiennes en Alsace, ce qui devait consolider les lignes de communication entre les Pays-Bas espagnols et l'Italie du Nord, essentielles pour l'armée des Flandres. Clairement, la maison d'Autriche resserrait les rangs en vue des conflits à venir.

## 2. Des crises internationales

Hors de l'Empire, le théâtre politique le plus important en ce début du XVII<sup>e</sup> siècle se trouvait aux Pays-Bas. Provoquée par un régime vu comme oppresseur en matière religieuse aussi bien que politique – le « joug espagnol » –, la révolte contre Philippe II s'était muée depuis 1568 en une guerre entre États. Sur terre, les rebelles étaient capables de s'établir durablement dans les sept provinces du Nord et de tenir en échec l'armée des Flandres ; sur mer, ils prenaient même clairement le dessus. Les réformes militaires de Maurice d'Orange, stadhouder et capitaine général de ce qui devenait alors la République des Provinces-Unies (voir Pays-Bas, les Provinces-Unies, la République *in* Lexique), et les capacités maritimes hollandaises et zélandaises étaient à la base de l'établissement d'une grande puissance européenne sinon mondiale.

L'Espagne de Philippe III, en 1609, admit par la trêve de douze ans que non seulement elle n'était pas en mesure de mater la révolte, mais que ce conflit ne lui apparaissait même plus vital. Finalement, même Philippe II l'avait déjà compris sur le tard, quand il légua la souveraineté des dix provinces des Pays-Bas qui étaient restées sous l'obéissance de la couronne à sa fille Isabelle et à son époux, l'archiduc Albert. Or, la trêve ne menait pas à la paix : les positions se durcirent de nouveau des deux côtés, surtout au sujet de leur rivalité maritime : le négoce avec l'Amérique et aux Indes, le blocus néerlandais du port d'Anvers pour favoriser Amsterdam. La guerre dans les nouveaux mondes, d'ailleurs, n'avait pas été suspendue. Des deux côtés, des « maximalistes »